

P. 6 Grand format
Reconvertir le bâti
postal au service
des dynamiques

P. 8 D'intérêt général
Les politiques de
solidarités locales face
au défi du vieillissement
de la population

P. 12 Traits d'union
La Poste accompagne
les CCAS dans l'analyse
des besoins sociaux



postéo

ÎLE-DE-FRANCE



le billet de...



Florence Pavageau,
déléguée régionale du groupe La Poste
en Île-de-France

Les équipes municipales, qui ont reçu la confiance des citoyens en mars dernier, mettent en œuvre leurs premiers projets. Leur engagement au service de l'intérêt général s'inscrit dans un contexte exigeant, marqué par de fortes attentes citoyennes et la nécessité de construire des projets utiles, durables et adaptés aux réalités locales. Face à ces enjeux, La Poste réaffirme son rôle de partenaire de confiance des territoires, en mobilisant l'ensemble de ses expertises pour accompagner les politiques publiques locales et répondre aux besoins concrets des habitants, au plus près du terrain.

Ce nouveau numéro de Postéo Île-de-France en apporte des preuves concrètes. La reconversion du bâtiment postal situé rue Rodier, dans le 9^e arrondissement de Paris, illustre comment La Poste Immobilier et Poste Habitat conjuguent leurs talents pour contribuer à la revitalisation des centres-villes et à l'accès au logement dans les zones en tension, en concertation avec les élus.

De même, en signant un accord de partenariat avec l'UDCCAS 91, le groupe La Poste se positionne comme un expert dans la collecte de données territoriales au service des collectivités essonniennes. Grâce à son outil d'analyse des besoins sociaux (ABS), La Poste leur permet de mieux comprendre leur territoire afin de mettre en place des politiques publiques en phase avec les besoins des habitants. Enfin, l'ajout par Docaposte d'un module de vote électronique au sein de l'application Pronote favorise la transition numérique de la Région.

Autant de projets qui traduisent une volonté constante : contribuer durablement à l'attractivité, à la cohésion sociale et à la qualité de vie sur l'ensemble des territoires franciliens, pour et avec les collectivités.

Bonne lecture!

Chiffre clé

141 949

emplois soutenus (directs, indirects et induits) par les activités du groupe La Poste en Île-de-France.
(Source : étude La Poste, méthode Utopies, 2025.)



INSERTION

Un réseau pour l'accès à l'emploi

La Poste est partenaire du « Pack Emploi-Logement », une initiative portée par les bailleurs sociaux de Seine-Saint-Denis Plaine Commune Habitat, CDC Habitat, ICF Habitat La Sablière, Logirep, Seqens et in'li. Ce dispositif permet à des jeunes issus principalement de quartiers prioritaires de la politique de la ville, repérés par les bailleurs, et accompagnés par la Ligue des jeunes talents, de mieux appréhender le monde du travail, de valoriser leurs compétences et d'élargir leur réseau. Lors de séances de pitches face aux entreprises partenaires, ils présentent leurs parcours et leurs projets professionnels. À la clé, la possibilité d'accéder à des stages, des contrats d'alternance ou des emplois. Un engagement collectif en faveur de l'égalité des chances auquel La Poste est fière de contribuer.



RECRUTEMENT

Facteurs et factrices en alternance

Pour ses établissements courrier franciliens, La Poste recrute des facteurs et factrices en alternance. Sur les 174 personnes qui suivront le parcours en 2026, 143 ont déjà intégré la formation réalisée avec Formaposte, le centre de formation d'apprentis partenaire. En juin 2026, 44 postes ont ainsi été proposés dans 4 départements franciliens. Pour la prochaine rentrée, prévue le 19 octobre 2026, 31 postes seront proposés sur tous les départements d'Île-de-France. Les sept mois de formation alternent formation théorique et périodes de pratique professionnelle au sein d'un établissement courrier. Cette organisation permet aux alternants d'appréhender plus facilement le métier de facteur, qui est au cœur de la relation de proximité et de confiance entre La Poste et ses clients.

Chiffre clé

57

bureaux de poste franciliens commercialisent les vélos de facteur à assistance électrique reconditionnés par Nouvelle Attitude.



NUMÉRIQUE

Favoriser un usage éclairé de l'IA

Engagée en faveur de l'inclusion numérique, et mécène de la Semaine de l'IA pour tous en mai 2026, La Poste s'est associée à la démarche Café IA initiée par l'État en 2024. Elle vise à créer des temps de débat citoyen sur les bouleversements induits par l'intelligence artificielle. En Île-de-France, des expérimentations ont été menées en mars 2026 avec les Écoles de la 2^e chance (E2C). Quatre Cafés IA ont ainsi réuni 40 jeunes des E2C franciliennes sur un site postal parisien, autour d'ateliers participatifs animés par des postiers spécialement formés. Ils ont pu apprendre, expérimenter, partager et débattre. Les premiers retours sont très positifs : 83% des participants font confiance à La Poste pour les accompagner dans un usage éclairé et sécurisé de l'IA.



BIODIVERSITÉ

Le programme Climat + Territoires en action

À Forges-les-Bains (91), la ferme de Chardonnet, convertie à l'agriculture biologique, bénéficie de l'accompagnement du programme Climat + Territoires porté par La Poste. En introduisant notamment légumineuses et couverts végétaux, Vincent Leprince, exploitant, améliore la qualité et la résilience des sols face aux aléas climatiques et leur capacité à séquestrer du carbone. À l'occasion des 10 ans de Climat + Territoires, des élus locaux et des postiers ont pu visiter des parcelles et suivre des ateliers dédiés à l'érosion des sols, à la biomasse et à l'introduction de légumineuses. Cette opération s'inscrit dans le mécénat en lien avec la Fondation pour la nature et l'homme (FNH), prolongeant l'engagement de La Poste en faveur de la transition écologique et de la mobilisation citoyenne.

Reconvertir les bâtiments postaux pour accompagner les dynamiques locales

Face à la pénurie de logements, le groupe La Poste s'engage dans la reconversion de son bâti patrimonial pour soutenir la revitalisation des centres-villes, en lien étroit avec les élus locaux. L'évolution des activités du groupe modifie ses besoins immobiliers. La Poste Immobilier, foncière du groupe, pilote la transformation d'anciens bâtiments postaux, souvent emblématiques et bien situés, en lieux de vie adaptés aux besoins actuels. Ils intègrent logements, activités et services, alliant qualité architecturale et environnementale. Le groupe contribue ainsi à la stratégie nationale bas carbone (SNBC), qui favorise les réhabilitations. Poste Habitat, bailleur social du groupe La Poste, construit, achète, réhabilite et entretient des logements sociaux et intermédiaires, contribuant à l'accès au logement dans les zones en tension. À Paris, dans le 9^e arrondissement, la reconversion de l'immeuble Rodier illustre cette approche.

Projection de la reconversion de l'immeuble situé rue Rodier, Paris 9^e.



« Plutôt que de céder systématiquement des bâtiments historiques et centraux devenus vacants, La Poste Immobilier fait le choix stratégique de transformer le patrimoine postal au service des enjeux de revitalisation des centres-villes. Chaque projet s'appuie sur une analyse approfondie du bâti et de son environnement, ainsi que sur un dialogue étroit avec les élus sur les besoins locaux : logements sociaux ou mixtes, résidences seniors ou étudiantes, locaux d'activités et de logistique urbaine. Notre volonté : créer de la valeur par l'usage, au-delà de la simple valorisation financière des actifs. Nous offrons de nouveaux espaces de vie alliant qualité architecturale et environnementale, et une nouvelle histoire à ces bâtiments emblématiques du groupe La Poste. »

Camille Gehin,
directrice générale de La Poste Immobilier

« Poste Habitat gère près de 19 000 logements, dont 80 % en Île-de-France, territoire en forte tension. Il s'agit de logements sociaux ou intermédiaires. En 2026, nous allons livrer 315 nouveaux logements en Île-de-France et en réhabiliter 556. Nos projets de construction et de réhabilitation sont menés en concertation avec les collectivités locales, qui nous accordent une garantie sur les prêts de la Banque des Territoires, en contrepartie de laquelle elles ont un droit de réservation sur nos nouvelles opérations. Par ailleurs, les logements auxquels nous accédons grâce aux transformations réalisées par La Poste Immobilier sont particulièrement intéressants pour nos locataires, dont font partie les postiers, car de grande qualité et très centraux. »

Didier Le Brazidec,
directeur général du groupe Poste Habitat



« La Poste a engagé un ambitieux projet de valorisation de son immeuble situé au 33 rue Rodier. Ce projet, prévoyant des logements, un espace de coworking, un pôle de logistique urbaine, un espace dédié à la pratique du sport et des espaces végétalisés, est une chance pour le 9^e. Après avoir participé au jury d'architecture dont l'agence Chartier Dalix est sortie lauréate, j'ai présenté le projet aux riverains lors d'une réunion publique. Les réactions ont été unanimes. Livraison de nouveaux logements familiaux, intégration du bâti dans son environnement, développement d'une activité mixte, ouverture d'un équipement public, autant d'atouts pour dynamiser le nord du 9^e et participer ainsi à la politique d'attractivité familiale que nous menons dans l'arrondissement. »

Delphine Bürkli,
maire du 9^e arrondissement de Paris

315
nouveaux logements
livrés par Poste Habitat
en Île-de-France
et 556 réhabilités,
en 2026.



Les politiques de solidarités locales face au défi du vieillissement de la population

Vieillesse de la population, isolement des personnes âgées, précarité sociale ou numérique... Selon l'Insee, 2,8 millions de personnes de plus de 60 ans devraient se trouver en perte d'autonomie en 2050, contre moins de 2 millions aujourd'hui. Face à cette réalité, les politiques de solidarités locales doivent être pensées dès maintenant et s'ancrer dans les réalités de chaque territoire.

Dès leur début de mandat, les élus sont confrontés à un défi : répondre aux problématiques de leurs administrés les plus fragiles dans un cadre budgétaire contraint. Pour cadrer leur action et construire une politique de solidarités locales efficiente, ils doivent disposer d'une connaissance fine de leur territoire. Encore faut-il pouvoir identifier les publics vulnérables, et se comparer à des villes similaires...

Cartographier les fragilités pour mieux décider

En début de mandat, la réalisation de l'analyse des besoins sociaux (ABS), une obligation légale pour les centres communaux d'action sociale (CCAS) des communes de plus de 1 500 habitants, apporte un premier éclairage. En agrégeant les données de l'Insee, de la CAF ou de la CPAM enrichies par près de 220 indicateurs cartographiés, l'outil de La Poste permet de croiser des données sociales, démographiques et territoriales afin de repérer les zones à risque d'isolement ou les publics les

plus fragiles. Parmi les 220 indicateurs, trois indicateurs sont exclusifs à La Poste : flux de mobilités résidentielles, risques de non-recours aux soins ou aux prestations sociales. Ainsi, le CCAS de Tergnier (Aisne) s'est appuyé sur La Poste pour réaliser son ABS afin de dresser un état des lieux social du territoire communal. L'objectif était d'identifier les besoins prioritaires des habitants et d'adapter les actions sociales aux réalités locales. À Allonnes (Sarthe), l'ABS a fourni le socle pour structurer deux projets phares du mandat – un pôle seniors et une résidence autonomie – en phase avec les besoins réels des habitants.

Anticiper le vieillissement et la perte d'autonomie

Pour répondre à l'enjeu du vieillissement de la population, les collectivités doivent passer d'une logique d'intervention à une logique de prévention. Résultat : des dispositifs de détection précoce des fragilités se déploient progressivement dans les territoires.

Le programme Icope, par exemple, conçu par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et déployé avec l'appui du groupe La Poste, permet de repérer les premiers signes de perte d'autonomie directement au domicile des personnes âgées, notamment celles éloignées des parcours de soins. Grâce à l'intervention de facteurs formés, ces évaluations contribuent à anticiper les situations de dépendance et à orienter les seniors vers des accompagnements adaptés. En Corrèze, 8 000 seniors ont été informés du dispositif par les facteurs, à domicile.

Préserver le lien social, au quotidien

Le maintien à domicile, souhaité par plus de 9 Français sur 10⁽¹⁾, suppose des services réguliers dans la durée, délivrés par des partenaires de confiance. Le portage de repas en est une illustration concrète : à Grandchamp-des-Fontaines (Loire-Atlantique), le CCAS a confié ce dispositif à La Poste. Observations, échanges, remontées d'alertes vers les services municipaux... Au-delà de la livraison, le facteur assure une veille sociale à chaque passage. En 2025, 12 millions de repas ont été livrés à domicile par les postiers, témoignant d'un besoin grandissant et d'une relation de confiance entre les collectivités et La Poste.

(1) Chiffre du ministère de la Santé, des Familles, de l'Autonomie et des Personnes handicapées.

À Auch, le patrimoine postal favorise le bien vieillir



Ouverte en décembre 2025, la résidence services seniors d'Auch illustre la manière dont le groupe La Poste accompagne les collectivités face au vieillissement de la population. Porté par La Poste Immobilier⁽¹⁾, le projet a transformé un bâtiment postal patrimonial du XVIII^e siècle, attenant à un bureau de poste, en 35 logements destinés à des seniors autonomes. Exploitée par Les Jardins d'Arcadie, la résidence propose des espaces communs, des services de proximité et l'accompagnement quotidien d'une « postière-régisseuse » chargée d'assurer accueil et lien social. Menée avec la Banque des Territoires et le groupe Acapace, l'opération contribue à la fois à la revitalisation du centre-ville et au maintien de l'autonomie des habitants âgés. Cinq résidences services seniors ont déjà été livrées par La Poste Immobilier en cœur de villes moyennes, au cours de ces quatre dernières années.

(1) Filiale du groupe La Poste.

Témoignage
“”

« Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs. »

Patrick Lafon,
Président de l'Union départementale des CCAS 91

Domiserve facilite l'action sociale des collectivités locales

Filiale de La Banque Postale dédiée aux services à la personne et premier émetteur du Cesu (Chèque emploi service universel), Domiserve accompagne les collectivités locales dans la mise en œuvre et le pilotage de leurs politiques sociales. Grâce au Cesu social, elle permet de sécuriser le versement d'aides comme l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ou la prestation de compensation du handicap (PCH), en garantissant leur utilisation effective pour des services à domicile. En complément, ses solutions de télégestion facilitent le suivi des interventions au domicile des bénéficiaires, avec une facturation basée sur les prestations réellement réalisées. Cette approche offre aux collectivités une meilleure visibilité sur l'utilisation des aides, tout en simplifiant les démarches pour les bénéficiaires et les acteurs de terrain. À l'image de la Seine-Saint-Denis (4 000 bénéficiaires) ou de l'Ardèche (900 bénéficiaires) pour le versement du Cesu social, et de la Vienne (1 200 bénéficiaires) où s'ajoute également la télégestion, Domiserve accompagne aujourd'hui plus d'un tiers des Départements dans la gestion de leurs dispositifs d'action sociale.

RÉPONDRE AU DÉFI SOCIAL DU VIEILLISSEMENT ET DE LA VULNÉRABILITÉ

Face au vieillissement de la population et à la montée des précarités sociale et numérique, le groupe La Poste accompagne les collectivités dans leurs actions au service des personnes les plus vulnérables.

AGIR POUR LE MAINTIEN À DOMICILE DES PUBLICS ÂGÉS ET FRAGILES

12 millions

de repas distribués par les facteurs pour faciliter le maintien à domicile des personnes vulnérables

287 000

bénéficiaires des services d'accompagnement du groupe La Poste pour des publics âgés et fragiles

500 000

bénéficiaires du Cesu social pour le versement de l'APA⁽¹⁾ et de la PCH⁽²⁾ via Domiserve

AGIR POUR L'INCLUSION SOCIALE ET NUMÉRIQUE

1,7 million

de personnes accompagnées via des actions de médiation dans 665 bureaux situés en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

809 000

personnes détectées, accompagnées ou formées dans l'usage du numérique par le groupe La Poste

541 000

bénéficiaires de dispositifs d'inclusion bancaire de La Banque Postale ayant pu percevoir des prestations sociales



Plus de **85 000** chargés de clientèle et conseillers bancaires en bureau de poste, facteurs et livreurs, en relation avec les clients

(1) Allocation personnalisée d'autonomie.
(2) Prestation de compensation du handicap.
Source : groupe La Poste – données 2025.

Traits d'union

#dynamiser

Que ce soit La Poste qui accompagne les CCAS du 91 dans leur analyse des besoins sociaux ou Log'issimo qui livre les écharpes tricolores aux 507 élus de Seine-et-Marne, La Poste accompagne les projets des collectivités.

P. 12

#connecter

En intégrant un module de vote dans Pronote, l'outil de gestion de la vie scolaire, Docaposte a permis à plus de 500 000 parents de lycéens franciliens d'utiliser le vote électronique pour élire leurs représentants.

P. 14

#décarboner

Cyclonova, constitué de Transdev et de La Poste, exploite le service Véligo Location et déploie un réseau de Maisons du vélo, fixes et mobiles, pour encourager l'usage du vélo en Île-de-France.

P. 15



#dynamiser

La Poste accompagne les collectivités dans l'analyse des besoins sociaux

En avril 2026, l'UDCCAS 91⁽¹⁾ et La Poste ont signé une convention de partenariat permettant aux centres communaux d'action sociale (CCAS) de l'Essonne de faire appel au groupe La Poste pour réaliser leur analyse des besoins sociaux (ABS).

Ce diagnostic sociodémographique est une obligation réglementaire, définie par le code de l'action sociale et des familles, qui s'impose aux communes de plus de 1 500 habitants disposant d'un CCAS. Ce diagnostic est essentiel pour permettre aux collectivités de mieux comprendre les besoins de leur population et d'orienter les politiques publiques en conséquence. Proxeo, marque de services BtoB de La Poste, portant une expertise en collecte et analyse de données territoriales, met à disposition une solution d'analyse des besoins sociaux clé en main qui rassemble, structure et met à jour de nombreuses données socio-démographiques du territoire.

Grâce à une plateforme de datavisualisation, les 104 CCAS adhérents à l'UDCCAS 91 pourront accéder à près de 220 indicateurs sur des thématiques telles que : population, modes de transport, revenu, santé, logement ou prestations sociales. Disponibles sous forme de graphiques et de cartes, les rapports sont faciles à partager avec les élus et les partenaires. L'outil compile, entre autres, les données de l'Insee⁽²⁾, de la CAF⁽³⁾ et de l'Assurance maladie. Ces données sont analysées par les techniciens. Elles permettront d'obtenir une vision globale et précise des besoins sociaux du million d'habitants que représentent ces 104 communes. Grâce à ce tableau de bord dynamique, les communes peuvent prendre des décisions éclairées en termes d'action sociale, basées sur des données fiables et actualisées régulièrement.

(1) Union départementale des centres communaux d'action sociale de l'Essonne.
(2) Institut national de la statistique et des études économiques.
(3) Caisse d'allocations familiales.



« L'UDCCAS 91 joue un rôle essentiel de coordination et de professionnalisation auprès des CCAS. Nous avons à cœur de promouvoir, auprès des acteurs de terrain, des solutions utiles à la mise en œuvre d'actions sociales en adéquation avec les besoins des Essonnais. L'Essonne est un territoire de contrastes, marqué par de fortes disparités sociales et d'urbanisation. Ce qui est particulièrement intéressant dans la démarche de La Poste, c'est que ses analyses ne se limitent pas aux

grandes communes urbanisées, mais concernent aussi les communes rurales de moins de 10 000 habitants. Son offre répond ainsi aux problématiques des petites et moyennes communes. La Poste ne se contente pas de fournir des données statistiques : elle collecte des informations issues du terrain, à travers de véritables enquêtes menées auprès des habitants par les facteurs, présents au quotidien sur les territoires. »

Patrick Lafon,
président de l'UDCCAS 91

104 CCAS adhérents à l'UDCCAS 91 pourront accéder à l'ABS, la solution clé en main du groupe La Poste.



Log'issimo accompagne l'entrée en fonction des maires de Seine-et-Marne

L'Association des maires et présidents d'intercommunalité de Seine-et-Marne (AMF 77) a confié à La Poste la prestation de remise de l'écharpe tricolore aux 507 maires élus du département, à l'occasion de leur entrée en fonction à l'issue des scrutins des 15 et 22 mars 2026.

Symbole fort de l'autorité de l'État conférée aux élus, l'écharpe tricolore doit être portée lors des cérémonies publiques et à chaque fois que l'exercice des fonctions le nécessite. « Cette écharpe représente la République, l'unité nationale et l'engagement au service du bien commun », souligne Julie Roussel, directrice de l'AMF 77. Pour mener à bien cette opération, à forte dimension symbolique, Log'issimo, solution logistique de proximité du groupe La Poste, a réalisé une prestation sur mesure, combinant impression, assemblage et transport. Chaque écharpe, conditionnée dans un élégant coffret rouge, a été placée dans un colis, accompagnée de trois

flyers de l'AMF imprimés par La Poste. Les colis ont été envoyés en suivi afin de garantir leur traçabilité, avant une distribution finale assurée par les facteurs. La prestation s'est déroulée en deux vagues successives, après chacun des deux tours du scrutin, pour permettre une remise avant l'installation des conseils municipaux. Invitée à visiter l'agence Log'issimo de la plateforme industrielle courrier de Lognes, Julie Roussel a salué la qualité de l'organisation et le haut niveau de sécurité du site. Appréciée par les élus, cette prestation a permis à chaque maire de recevoir son écharpe dans les délais convenus avec l'AMF. Jean-Michel Morer, maire de Trilport, évoque ainsi « un magnifique symbole de la fonction d'élu local, fabriqué en France et livré directement à la mairie par La Poste, dans les meilleurs délais. »

507 écharpes tricolores, symboles de l'autorité de l'État conférée aux élus, livrées par Log'issimo aux maires de Seine-et-Marne pour le compte de l'AMF 77.

Le Sénat accueille une réunion de la CDPPT de Seine-et-Marne



Les élus de la Commission départementale de présence postale territoriale (CDPPT) de Seine-et-Marne se sont réunis au Sénat, en présence des sénateurs Pierre Cuypers et Marianne Margaté. Cette instance s'est tenue en février dernier, sous la présidence de Xavier Ferreira, président de la CDPPT 77, du sous-préfet Étienne Petit et de Florence Pavageau, déléguée régionale du groupe La Poste. Les participants ont échangé sur la présence postale dans le département, afin d'en adapter les formats aux besoins territoriaux. En tenant cette réunion au Sénat, l'objectif est de faire connaître les travaux de la CDPPT aux élus nationaux et ainsi de leur donner une meilleure lecture des enjeux de La Poste.

#connecter

La Région Île-de-France adopte le module de vote électronique de Pronote

Lors de la rentrée scolaire 2025, plus de 500 000 parents de lycéens franciliens ont pu utiliser le vote électronique pour élire leurs représentants.

Rituel de la rentrée, l'élection des représentants des parents d'élèves reposait jusqu'à présent majoritairement sur un processus papier contraignant. En juillet 2024, la publication d'un arrêté du ministère de l'Éducation nationale encourageait la mise en place du vote électronique, en l'encadrant strictement, pour moderniser ce moment clé de la vie d'un établissement. Pour ce faire, un module de vote a été intégré à Pronote, l'outil de gestion de la vie scolaire utilisé par plus de 90 % des établissements. La Région Île-de-France est une des premières collectivités à adopter cette nouvelle brique pour les lycées. Index Éducation, filiale de Docaposte chargée du développement de Pronote, a transformé en moins de deux

mois la plateforme de vie scolaire en système de vote conforme aux exigences réglementaires, assurant le secret du vote et la protection des données. Les enjeux du passage au vote électronique sont multiples : gain de temps pour les proviseurs et les parents, économies d'affranchissement, mais surtout impact positif sur le taux de participation à l'élection des parents d'élèves des lycées d'Île-de-France. En 2024, il était de 22 %. En 2025, beaucoup de lycées ont opté pour une solution hybride, ne permettant pas d'obtenir un chiffre lisible. L'objectif annoncé pour la rentrée 2026 est d'atteindre 70 % à 80 % de participation. Autre bénéfice attendu, un suivi accru de la scolarité. Amener les parents à se connecter à Pronote dès le début d'année, c'est augmenter les chances qu'ils continuent à consulter la plateforme.

500 000 parents de lycéens franciliens ont pu utiliser le vote électronique pour élire leurs représentants.



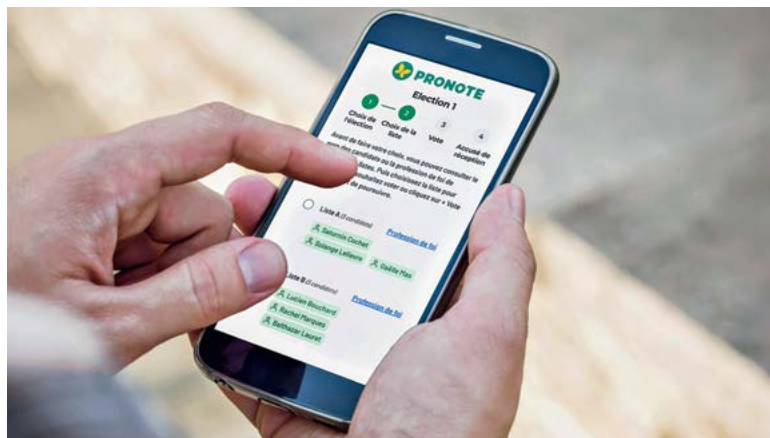
« L'objectif est de proposer aux établissements franciliens une solution unifiée, intégrée et sécurisée, sans multiplier les outils ni les fournisseurs. Pronote s'est imposé naturellement, puisque 95 % des lycées l'utilisent. Jusqu'en 2024, chaque lycée achetait sa solution de gestion de l'emploi du temps et de la vie scolaire. Désormais, la Région prend en charge cet achat pour leur compte. En ajoutant la brique du vote électronique, nous espérons embarquer 100 % des lycées. Le bilan de ce premier scrutin est encourageant : 56 % des 470 lycées d'Île-de-France ont choisi d'utiliser le vote électronique lors des élections de la rentrée 2025. Notre ambition est qu'en 2026 l'ensemble des parents puissent procéder par vote électronique. »

Bernard Giry, directeur général adjoint à la transformation numérique de la Région Île-de-France



« L'intégrité du scrutin et la protection des données reposent sur des technologies de chiffrement de pointe. Chaque membre du bureau de vote détient une partie du secret, sécurisée par une phrase secrète, permettant le déchiffrement des bulletins lors du dépouillement. L'urne électronique ne peut ainsi être ouverte qu'à la clôture du scrutin, en présence des membres du bureau de vote. Pendant la durée du scrutin, un message invite les parents à procéder à leur vote lorsqu'ils se connectent à Pronote. Aucune donnée n'est conservée à l'issue du scrutin. En 2025, plus de 50 % des établissements utilisant Pronote ont choisi ce mode de vote. Les retours très positifs des représentants de parents d'élèves laissent présager une participation en hausse en 2026. »

Nadia Amal, directrice adjointe du pôle éducation et jeunesse chez Docaposte



#décarboner

Les Maisons du vélo : un levier pour accélérer les mobilités actives

Pour encourager l'usage du vélo, Cyclonova, exploitant le service Véligo Location pour le compte d'Île-de-France Mobilités, déploie un réseau de Maisons du vélo, fixes et mobiles, véritables vitrines de la mobilité active.

Constitué de Transdev et La Poste, Cyclonova a un objectif ambitieux : doubler la flotte de vélos en circulation à l'horizon 2032, passant de 20 000 à 40 000. Pour y parvenir, 20 Maisons du vélo fixes seront implantées sur le territoire francilien. Cinq sont déjà ouvertes à Juvisy-sur-Orge (91), Ermont (95), Antony (92), Maisons-Alfort (94) et Aulnay-sous-Bois (93), et deux ouvriront à l'automne à Évry-Courcouronnes (91) et à Houilles (78).

En complément, jusqu'à 20 Maisons du vélo mobiles permettront d'aller au plus près des usagers, notamment dans les territoires où le foncier est contraint. Elles pourront se déplacer dans toutes les communes d'Île-de-France. Trois sont en service et quatre circuleront d'ici à l'été 2026. Implantées dans les lieux de passage, elles permettront de découvrir et d'essayer tous les modèles Véligo Location, de souscrire ou de récupérer un vélo. Elles proposent également à tous, usagers Véligo ou non, des ateliers de réparation et des animations, assurées par des associations vélocistes locales. Ces Maisons du vélo visent également les professionnels, grâce à la gamme de vélos-cargos, et les personnes à besoins spécifiques, via un bilan de mobilité réalisé sur place.



« Saint-Germain-en-Laye, dotée de nombreux établissements scolaires et services administratifs, est un centre névralgique. Elle a été la première commune à accueillir une Maison du vélo mobile en janvier 2026. Nous souhaitons tripler la part modale du vélo d'ici à 2050. Cela implique le développement d'infrastructures et la démocratisation du vélo électrique. Proposant de le tester à moindre coût, les Maisons du vélo

incitent à l'adopter durablement. La Maison du vélo est accueillie 4 fois par semaine sur 4 sites stratégiques, proches des zones d'activité et favorisant l'intermodalité⁽¹⁾. Elle est facile à installer et suscite la curiosité. Les résultats du premier semestre sont très encourageants. »

Ivan Evreinoff, chargé de mission mobilité urbaine et innovations, ville de Saint-Germain-en-Laye

(1) Utilisation de différents modes de déplacement.



Une Maison du vélo mobile déployée place Christiane-Frahier, un des quatre emplacements stratégiques choisis par la commune de Saint-Germain-en-Laye.

40 Maisons du vélo fixes ou mobiles réparties sur l'ensemble du territoire francilien pour favoriser l'adoption des mobilités douces.

« Agir maintenant, c'est éviter que les fractures sociales ne s'aggravent »

Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation, **Antonia Höög** œuvre au quotidien pour éviter le renoncement aux droits et faciliter la vie de chacun, notamment dans les quartiers prioritaires et en ruralité. À travers son expérience des coopérations territoriales entre associations, entreprises et collectivités, elle décrypte la manière dont ces alliances permettent de répondre aux enjeux des solidarités locales.

MINI-CV

Depuis octobre 2025
Présidente déléguée du réseau Pimms Médiation.
En juin 2025, Keolis succède au groupe La Poste à la présidence du réseau national Pimms Médiation.

Depuis septembre 2022
Directrice RSE du Groupe Keolis.

2018-2022
Directrice Stratégie du Groupe Keolis.

Depuis toujours
Passionnée par les enjeux sociaux et environnementaux.



REFLEXIONS

Pourquoi les solidarités locales sont-elles un enjeu stratégique du mandat municipal ?

Une étude récente⁽¹⁾ montre que les Français ont de moins en moins confiance dans les institutions nationales, mais qu'ils font encore confiance au maire de leur commune. C'est donc là, au niveau de cette maille locale, que l'on peut réparer les fractures sociales et accompagner les personnes vulnérables. La vulnérabilité ne doit surtout pas être perçue comme quelque chose de stigmatisant car nous serons tous vulnérables à un moment de notre vie. Ce qui compte, c'est d'avoir une société qui fait attention à ceux qui traversent un moment difficile, quelle qu'en soit la durée. Dans les actions de notre réseau Pimms Médiation, nous voyons surtout l'impact du vieillissement de la population et la digitalisation de la société, mais la vulnérabilité peut avoir d'autres raisons. Pour les collectivités, agir en faveur des solidarités locales bénéficie aux administrés, à leur bien-être, à leurs interactions sociales et économiques, et donc à l'attractivité du territoire.

En quoi la mobilisation tripartite – associations, entreprises, collectivités – est-elle pertinente pour répondre à ces enjeux ?

Une personne vulnérable l'est rarement à un seul titre. Elle peut cumuler des difficultés numériques, de mobilité, d'accès aux droits, une précarité énergétique... L'association lui consacre une capacité d'écoute et du temps, difficiles à trouver auprès d'une administration, l'accompagne et l'oriente vers le bon acteur local pour répondre à ses besoins. Les entreprises partenaires ont souvent une mission de service public, elles apportent des savoir-faire, des ressources. Et pour la collectivité qui met en œuvre les politiques sociales sur son territoire, l'impact de cette mobilisation tripartite est un levier puissant de cohésion et d'attractivité territoriales.

C'est la complémentarité de ces trois cultures qui fait la force du dispositif et qui est source d'optimisme.

Comment Pimms Médiation parvient à mobiliser concrètement ces acteurs ?

Les 36 associations Pimms Médiation fonctionnent chacune avec une gouvernance locale où siègent élus, entreprises partenaires et acteurs du territoire, pour définir la stratégie et les actions locales de Pimms Médiation. Des médiateurs sociaux interviennent, par exemple, dans des bureaux de poste lors des journées de versement des prestations sociales, moments où les besoins d'accompagnement sont plus intenses. Les médiateurs interviennent en pied d'immeuble, en lien avec les bailleurs sociaux, ou utilisent même des triporteurs électriques pour aller au contact de publics différents, pour les informer des aides existantes et faciliter l'accès aux services publics. Quelque 93% des demandes que nous recevons touchent au numérique, et cette tendance ne fera que s'accroître, surtout avec l'arrivée de l'intelligence artificielle. Agir maintenant, c'est éviter que ces fractures ne s'aggravent.

En quoi le groupe La Poste est-il un acteur à part entière de ces coopérations ?

La Poste est partenaire de Pimms Médiation depuis sa création il y a 30 ans et La Banque Postale l'est depuis 2018 sur l'inclusion bancaire. La Poste a un ADN de service public, comme ses collaborateurs qui ont un socle d'engagement territorial très fort et une vraie culture du service au quotidien. La présence de La Poste partout sur le territoire permet un maillage complémentaire au nôtre. Des passerelles d'emploi permettent aussi à certains médiateurs de rejoindre La Poste, et le groupe fait régulièrement des dons de matériel informatique reconditionné pour équiper nos points d'accueil.



ÉCOUTEZ LE PODCAST
D'ANTONIA HÖÖG « PARLONS
IMPACTS POSITIFS »
EN SCANNANT CE QR CODE

(1) Étude Ipsos-Cevipof-AMF, juillet 2025.